



Le 8 septembre 2025

Le très honorable Mark Carney
Premier ministre du Canada
Bureau du premier ministre
80, rue Wellington, Ottawa (Ontario) K1A 0A2
Courriel : pm@pm.gc.ca ; mark.carney@parl.gc.ca

Objet : Commissaire à l'enfance du Canada

Monsieur le premier ministre,

Nous vous écrivons, animés par une conviction commune née de notre foi et de la responsabilité collective qui nous incombe de protéger et d'élever les personnes les plus vulnérables parmi nous : nos enfants.

Nous demandons au gouvernement fédéral de créer un poste de commissaire à l'enfance, indépendant et non partisan, pour le Canada. Nous lançons cet appel d'une seule voix, car nous sommes convaincus qu'il est urgent, sur le plan moral et sur le plan pratique, de protéger et de guider ceux et celles qui comptent parmi les plus vulnérables d'entre nous. Cela permettrait d'amplifier et de protéger les besoins et les droits des enfants aux niveaux les plus élevés de notre société.

Fort d'un mandat précis, le commissaire à l'enfance donnerait la parole aux enfants de tout le pays et aux personnes qui parlent en leur nom. Ce poste aiderait à garantir que les intérêts des enfants soient pris en compte dans toutes les questions de politique publique, qu'elles concernent l'éducation, le logement, l'alimentation, la santé, la protection en ligne ou la sécurité des enfants.

Le Sommet international sur les droits de l'enfant de 2025 l'a rappelé : chaque enfant a droit à la protection et à l'attention. En tant que communautés chrétiennes, nous sommes guidés par la conviction que chaque enfant est un don précieux. Les enfants ont droit à une famille et méritent soins, dignité et opportunités. L'Écriture nous enjoint de donner la priorité au bien-être des enfants : « Laissez les petits enfants venir à moi, ne les en empêchez pas, car le royaume de Dieu est à ceux qui leur ressemblent » (Marc 10, 14). Notre foi nous pousse donc à agir avec amour dans l'intérêt supérieur des enfants, à protéger leur bien-être et à cultiver leur potentiel.

Dans son dernier Bilan 19, UNICEF Canada révèle qu'en matière de bien-être des enfants, le Canada se classe au 30^e rang sur 38 pays riches : position troublante, caractérisée par des taux élevés de pauvreté infantile, d'insécurité alimentaire et de graves lacunes dans l'accès aux soins de santé et au soutien en santé mentale.

La création d'un poste de commissaire à l'enfance serait également conforme à d'autres appels que le gouvernement a déjà reçus, notamment l'appel à la justice 12.9 de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées : *Nous demandons au gouvernement fédéral de créer un poste de commissaire national à l'enfance et à la jeunesse, qui servirait également de mesure spéciale pour renforcer le cadre de responsabilisation des droits des enfants autochtones au Canada.*

De plus, un·e commissaire à l'enfance renforcerait l'application par le Canada de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, qu'il a ratifiée en 1991. Le Comité des Nations Unies sur la Convention relative aux droits de l'enfant, de concert avec l'UNICEF et d'autres organisations canadiennes, n'a cessé d'encourager le gouvernement à instituer un·e commissaire à l'enfance pour veiller à ce que tous les enfants soient en sécurité, pris en charge et valorisés, quelles que soient leur origine ou leur situation.

Nous vous exhortons à ne plus tarder et à donner le mandat de créer un poste indépendant de commissaire à l'enfance. Ce faisant, le Canada franchirait une étape importante pour garantir que tous les enfants, quels que soient leurs antécédents ou leur situation, soient entendus, valorisés et protégés.

Nous comptons sur votre leadership sur cet enjeu crucial et nous sommes prêts à soutenir tous les efforts visant à promouvoir les droits et le bien-être des enfants partout au pays. Nous serions heureux de vous rencontrer, vous ou la personne que vous aurez désignée, pour discuter de ce problème urgent. Notre secrétaire adjointe à la Justice et à la Paix Karen Puddicombe (puddicombe@councilofchurches.ca) communiquera avec votre personnel pour discuter des prochaines étapes.

Soyez assuré, monsieur le premier ministre, de nos prières quotidiennes à vos intentions et pour le travail de votre gouvernement en faveur de la justice pour tous au Canada.

A handwritten signature in cursive script that reads "Amanda Currie".

Révérende Amanda Currie,
présidente du Conseil canadien des Églises

C.C. : L'honorable **Pierre Poilievre**, chef du Parti conservateur du Canada
Monsieur **Yves-François Blanchet**, chef du Bloc Québécois
Monsieur **Don Davies**, chef par intérim du Nouveau Parti démocratique du Canada
Madame **Elizabeth May**, cheffe du Parti vert du Canada
L'honorable **Anna Gainey**, secrétaire d'État (Enfance et Jeunesse)
L'honorable **Mandy Gull-Masty**, ministre des Services aux Autochtones
L'honorable **Patty Hajdu**, ministre de l'Emploi et de la Famille
L'honorable **Majorie Michel**, ministre de la Santé
La sénatrice **Rosemary Moodie**
La sénatrice **Julie Miville-Dechêne**

Le Conseil canadien des Églises (CCÉ) est un vaste organisme œcuménique inclusif représentant à l'heure actuelle 26 églises membres, incluant les traditions anglicane, catholique romaine et catholique orientale, évangélique, église libre, orthodoxe de l'Est et orthodoxe orientale, ainsi que protestante historique.

Ces églises membres regroupent 85% des chrétiens au Canada. Le Conseil canadien des Églises a été fondé en 1944.